



Cahier des Clauses Administratives Particulières
(C.C.A.P.)
Valant acte d'engagement



A] INFORMATIONS ESSENTIELLES DU CONTRAT

Marché numéro	2025-1967	
Objet du marché	Mise à disposition de techniciens biomédicaux pour la gestion, la vérification, l'entretien et le maintien de dispositifs médicaux et fourniture d'un logiciel de GMAO	
Mode de passation	Appel d'offres ouvert, en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.	
Etablissements concernés	Se reporter à l'annexe au C.C.A.P. "Groupement G.H.T."	N/A
Service / Personne en charge du suivi du marché	Direction des achats / 05.61.77.84.84 / 05.61.77.84.77	N/A
Forme du contrat	Accord-cadre exécuté par émission de bons de commande	3
Durée initiale du marché	24 mois	6
Reconductions	OUI (tacite)	6
Forme des prix	Révisables	15.3
Renseignements facturation	Code service (facturation électronique) : DRM	17.5

B] IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT DU CANDIDAT (mandataire en cas de groupement d'entreprise)

Nom de l'entreprise	[]	
Adresse siège social	[]	
Adresse de l'établissement qui exécutera la prestation (si différent du siège)	[]	
Représenté par	[]	
Courriel / Tél / Fax	[]	
Numéro de SIRET	[]	
N° de SIRET de l'établissement qui exécutera la prestation	[]	
Uniquement en cas de cotraitance		
Forme du groupement*	Groupement solidaire <small>* En cas de groupement conjoint, le mandataire est réputé solidaire des autres cotraitants à compter de la notification du marché.</small>	
Désignation des membres du groupement	Prestations exécutées par les membres du groupement (si groupement conjoint)	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation
[]	[]	[]

[]	[]	[]
[]	[]	[]
[]	[]	[]

Mandat donné au mandataire	Pour signer le présent acte d'engagement et toutes les modifications ultérieures du marché en leur nom et pour leur compte ; ainsi que pour les représenter vis à vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations.				
Engagement du candidat	Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché énumérées à l'article 7 du présent C.C.A.P. valant acte d'engagement, et conformément à leurs clauses et stipulations Le Candidat s'engage, sur la base de son offre, à livrer les fournitures ou à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués dans l'annexe financière jointe au présent document.				
Taux d'escompte proposé	Choisissez un élément. si paiement rapide dans un délai inférieur à Choisissez un élément.				
Avance	Je renonce au bénéfice de l'avance : <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI				
Compte(s) à créditer	Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB	Domiciliation
	[]	[]	[]	[]	[]
Signature de l'offre	Nom, prénom, qualité du signataire []		Fait à ... Le ...		

C] IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT DU POUVOIR ADJUDICATEUR
(coordonnateur en cas de groupement de commandes)

Désignation	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE TOULOUSE, coordonnateur du groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest <i>En cas de groupement, les informations relatives aux autres établissements figurent en annexe du C.C.A.P.</i>
N° TVA intracommunautaire	CHUT : FR 382 631 00 125
N° SIRET	CHUT : 263 100 125 00016
Représentant du Pouvoir Adjudicateur	Monsieur le Directeur général du CHU de Toulouse (ou son représentant)
Désignation du comptable assignataire des paiements	MADAME LA TRESORIERE du centre hospitalier universitaire de Toulouse Hôtel-Dieu Saint-Jacques 2 rue Viguerie TSA 80035 31059 Toulouse cedex 9
Mois de remise des offres (M0)	Septembre 2025
Décision du Pouvoir Adjudicateur	La présente offre est acceptée : - aux prix indiqués dans l'annexe financière jointe au présent document ; - pour le ou les lots indiqués dans la lettre de notification du marché ; - et conformément aux précisions et compléments éventuels figurant dans la lettre de notification du marché.

Signature	Fait à Toulouse, le	Le Directeur général
-----------	---------------------	-----------------------------

Table des matières

0	Définitions	9
1	Objet du marché	9
2	Définition des parties contractantes.....	10
2.1	Pouvoir Adjudicateur	10
2.2	Fonctionnement du groupement de commandes	10
2.3	Titulaire.....	11
2.3.1	Identification.....	11
2.3.2	Groupement d'opérateurs économiques.....	11
2.4	Conduite des prestations.....	11
2.5	Forme des notifications.....	11
2.5.1	Notifications destinées au Titulaire	12
2.5.2	Notifications destinées au Pouvoir Adjudicateur.....	12
3	Type et Forme du marché	12
3.1	Type de marché	12
3.2	Forme de marché	12
3.3	Décomposition en tranches optionnelles	12
4	Décomposition en lots.....	12
5	Marchés complémentaires et/ou de prestations similaires	12
6	Durée du marché	13
7	Documents contractuels	13
8	Lieux de livraison ou d'exécution	13
9	Délais de livraison ou d'exécution.....	14
9.1	Délais de livraison des fournitures	14
9.2	Délais d'exécution des prestations de maintenance	14
9.2.1	Maintenance préventive.....	14
9.2.2	Maintenance curative et indisponibilité.....	14
9.2.3	Délais d'exécution.....	14
10	Emission des bons de commande	15
10.1	Demande de devis préalable	15
10.2	Emission des bons de commande	15
11	Conditions de livraison ou d'exécution	16
11.1	Conditions Générales.....	16

11.2	Conditions Particulières	16
11.3	Contrôle de la qualité en cours d'exécution du marché.....	16
11.4	Modalités d'accès aux locaux de l'établissement	16
11.5	Hygiène et sécurité.....	17
12	Conditions d'exécution des prestations de maintenance	17
12.1	Définition des prestations	17
12.2	Prestations exclues	18
12.2.1	Limites du forfait de maintenance	18
12.2.2	Exclusions générales au forfait de maintenance	18
12.3	Modalités d'exécution des prestations	19
12.3.1	Dispositions générales.....	19
12.3.2	Dispositions relatives à la maintenance préventive annuelle	20
12.3.3	Réparation en atelier	21
12.3.4	Prestations de formation.....	21
13	Constatation de l'exécution des prestations.....	22
13.1	Opérations de vérification.....	22
13.1.1	Vérification quantitative.....	22
13.1.2	Vérification qualitative	22
13.1.3	Admission.....	22
13.1.4	Ajournement	22
13.1.5	Réfaction	22
13.1.6	Rejet.....	22
13.2	Rapport d'intervention pour la maintenance.....	23
13.3	Suivi et rapport d'activité	23
13.4	Démarche de progrès organisationnel et/ou technique.....	24
14	Garantie.....	24
15	Modalités de détermination des prix	24
15.1	Contenu des prix.....	24
15.2	Prix de règlement.....	24
15.3	Forme des prix	25
15.4	Variation des prix	25
15.4.1	Prestations de maintenance.....	25
15.4.2	Pièces détachées, accessoires, sous-ensembles, consommables :.....	25
15.5	Clause butoir	26

15.6	Clause de prix promotionnels	26
15.7	Remises	26
15.7.1	Remise de fin d'année	26
15.7.2	Remises complémentaires	26
15.8	Contrôle du coût de revient.....	26
16	Clauses de financement et de sûreté.....	27
17	Modalités de règlement du marché.....	27
17.1	Mode de règlement.....	27
17.2	Avance.....	27
17.3	Cession ou nantissement de créances	28
17.4	Acomptes – paiements partiels	28
17.4.1	Fournitures.....	28
17.4.2	Maintenance	28
17.5	Paieement.....	28
17.5.1	Répartition des paiements.....	28
17.5.2	Présentation des factures électroniques.....	28
17.5.3	Mentions à faire figurer dans la facture	29
17.5.4	Traitement des factures	29
17.6	Escompte	30
17.7	Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement	30
18	Pénalités.....	30
18.1	Généralités.....	30
18.2	Pénalités de retard pour les prestations de maintenance	30
18.3	Pénalités pour retard dans la fourniture de documents.....	30
18.4	Pénalités de retard pour les prestations de formation	31
18.5	Pénalités pour mauvaise exécution des prestations	31
18.6	Pénalités et incitations liées à la disponibilité du matériel.....	31
18.7	Pénalité pour non-respect d'un engagement contractuel.....	32
18.8	Cumul des pénalités.....	32
19	Responsabilités.....	32
20	Clauses sociales et/ou environnementales	32
20.1	Protection de l'environnement	32
20.2	Clause sociale d'insertion obligatoire	32
21	Autres obligations du Titulaire	32

21.1	Changements affectant le Titulaire	32
21.2	Sous-traitance	33
21.3	Assurances	33
21.4	Obligation de sécurité	33
21.5	Obligation de conseil.....	34
21.6	Protection des données et obligation de confidentialité	34
21.6.1	Protection des données personnelles par la mise en œuvre du R.G.P.D.	34
21.6.1.4	<i>Notification des violations de données à caractère personnel</i>	35
21.6.2	Obligation de confidentialité	36
22	Modifications du marché.....	37
22.1	Cession du marché.....	37
22.1.1	Par le Titulaire	37
22.1.2	Par le Pouvoir Adjudicateur.....	37
22.2	Evolution de la consistance du parc	38
22.3	Evolution.....	38
23	Fin du marché	39
23.1	Réversibilité	39
23.2	Continuité de l'exécution du service	39
23.3	Remise des installations et des documents en fin de marché.....	40
24	Respect de la démarche RSE – Lieu de santé sans tabac.....	40
25	Résiliation du marché – Exécution par défaut.....	40
25.1	Résiliation pour événements extérieurs au marché	40
25.2	Résiliation pour motif d'intérêt général	40
25.3	Résiliation pour faute du Titulaire.....	41
25.4	Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire (sans objet pour les marchés négociés sans pub ni mise en concurrence pour exclusivité, sauf perte d'exclusivité en cours d'exécution).	41
25.4.1	En cas d'inexécution de la prestation en cours d'exécution	41
25.4.2	Après résiliation prononcée aux torts du Titulaire	42
25.5	Rupture conventionnelle du marché.....	42
25.5.1	Mise en œuvre	42
25.5.2	Effet de la rupture	42
26	Titulaire étranger.....	42
27	Différends et litiges	42

28	Dérogations au CCAG/FCS	43
----	-------------------------------	----

0 Définitions

Marché public : tout contrat, marché ou accord-cadre, conclu sur le fondement du code de la commande publique.

Pouvoir Adjudicateur : personne morale soumise au code de la commande publique, qui passe le marché ou l'exécute, soit seule, soit conjointement avec d'autres personnes morales dans le cadre d'un groupement de commandes.

Représentant du Pouvoir Adjudicateur : représentant légal du Pouvoir Adjudicateur ou son délégataire.

Responsable du Traitement : Pouvoir Adjudicateur défini ci-avant, responsable d'un traitement de données à caractère personnel soumis au Règlement Général sur la Protection des Données (ci-après le « R.G.P.D. »).

Titulaire : opérateur économique ou groupement d'opérateurs économiques ayant conclu le marché avec le Pouvoir Adjudicateur. Lorsque le Titulaire est amené à traiter des données à caractère personnel pour le compte du Pouvoir Adjudicateur dans le cadre de l'exécution du marché, il est qualifié de « sous-traitant » au sens du R.G.P.D.

Coordonnateur : personne publique qui assure la passation du marché et son suivi contractuel, pour le compte des membres d'un groupement de commandes.

Etablissement : personne publique bénéficiaire du marché en sa qualité de membre d'un groupement de commandes ou d'un groupement hospitalier de territoire.

Service approvisionnement : service du Pouvoir Adjudicateur en charge de la gestion des commandes émises sur le fondement du marché.

Préambule :

Les notifications au Titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai et susceptibles d'emporter des effets de droit opposable à l'autre partie n'ont de valeur probante que si elles sont effectuées conformément à l'article 3.1 du CCAG FCS.

La transmission s'effectuera essentiellement par échange dématérialisé.

Pour cela, le titulaire doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée du marché. Il indique dans l'acte d'engagement valant CCAP cette adresse mail et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le présent cahier des clauses administratives particulières a pour objet de fixer les dispositions administratives applicables au marché et de déterminer les conditions de son exécution.

1 Objet du marché

Le présent marché a pour but de définir les conditions techniques et financières suivant lesquelles le Titulaire s'engage à exécuter les prestations suivantes :

Mise à disposition de techniciens biomédicaux pour la gestion, la vérification, l'entretien et le maintien de dispositifs médicaux et fourniture d'un logiciel de Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO).

La description et les spécifications techniques sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et l'annexe financière au Cahier des Clauses Administratives Particulières valant Acte d'Engagement (CCAP-AE).

2 Définition des parties contractantes

2.1 Pouvoir Adjudicateur

Les Pouvoirs Adjudicateurs sont les établissements membres du groupement de commandes hospitalier de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest * identifiés en annexe du présent C.C.A.P et ayant pour coordonnateur le

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE TOULOUSE
Hôtel-Dieu Saint-Jacques
2, rue viguerie
TSA 80035
31059 TOULOUSE cedex 9

ci-après dénommé : « le CHU de Toulouse »

* Le G.H.T. Haute-Garonne Tarn Ouest

La loi de modernisation de notre système de santé du 26 janvier 2016 a créé un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire, les « groupements hospitaliers de territoires » (G.H.T.). L'objectif de cette nouvelle organisation hospitalière est de garantir à tous les patients un meilleur accès aux soins en renforçant la coopération entre hôpitaux publics autour d'un projet médical et d'un projet de soins partagés.

Dans ce cadre, le groupement hospitalier de territoire de la Haute-Garonne et du Tarn Ouest, créé le 1^{er} juillet 2016, est constitué par l'adhésion des centres hospitaliers suivants : Comminges-Pyrénées, Lavaur, Muret, Gérard Marchant et les Hôpitaux de Luchon, autour du Centre hospitalier universitaire de Toulouse, désigné établissement support du G.H.T.

L'établissement support est chargé de coordonner, au niveau du territoire, la fonction achats, le système d'information, la coordination des plans de formation continue et de développement professionnel continu de l'ensemble des personnels.

Plus particulièrement, concernant les achats, l'établissement support est chargé, aux termes des dispositions prévues par l'article R 6132-16 du code de la santé publique, de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants. Il assure la passation des marchés et de leurs avenants conformément aux dispositions du code de la commande publique.

Enfin, en plus des établissements membres du G.H.T., les Groupements de Coopération Sanitaire « Clinique Universitaire du Cancer » et « Blanchisserie Toulousaine de Santé » sont également associés à la démarche de mutualisation des achats conduite par le CHU de Toulouse.

2.2 Fonctionnement du groupement de commandes

Le CHU de Toulouse agit en qualité d'établissement coordonnateur et représente à ce titre les membres du groupement de commandes.

En phase de passation du marché, il constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il prend en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre.

En phase d'exécution du marché :

- Le coordonnateur assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, résiliation du marché), en concertation avec les autres membres le cas échéant ;
- Les établissements membres du groupement assurent, chacun pour la part du marché qui les concerne, l'exécution financière du marché (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, règlement des factures).

Le coordonnateur est représenté par son Directeur général, représentant légal, ou son délégataire.

Mise à disposition de techniciens biomédicaux pour la gestion, la vérification, l'entretien et le maintien de dispositifs médicaux et fourniture d'un logiciel de GMAO

2.3 Titulaire

2.3.1 Identification

Le « Titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire est dûment identifié en page de garde du présent document.

2.3.2 Groupement d'opérateurs économiques

Lorsque le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, l'acte d'engagement mentionne l'identité du mandataire, la composition et la nature du groupement. Si le groupement est conjoint, les parties conviennent expressément que **le mandataire est solidaire**, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du Pouvoir Adjudicateur.

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement vis à vis du Pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations. Le mandataire assiste à toutes les réunions éventuellement prévues par le marché.

Par dérogation de l'article 3.5.4 du CCAG/FCS, dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire. Si cette mise en demeure reste sans effet, le pouvoir adjudicateur invite les prestataires groupés à désigner, dans un délai de quinze (15) jours, un autre mandataire parmi les autres membres du groupement. Cette substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

En matière de pénalités, ces dernières sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente ou à défaut de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur le montant dû au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du pouvoir adjudicateur.

2.4 Conduite des prestations

Les prestations objets du présent marché doivent être exécutées par une ou plusieurs personnes physiques nommément désignées dans l'offre technique du Titulaire. Le cas échéant, le Titulaire respecte la composition de l'équipe telle que proposée dans son offre.

La personne chargée de l'exécution des prestations qui ne serait plus en mesure d'accomplir sa tâche, peut être remplacée à l'initiative du Titulaire, sous réserve :

- d'assurer la continuité de l'exécution des prestations ;
- d'informer le Pouvoir Adjudicateur de ce changement, et de lui présenter le remplaçant, quinze (15) jours au moins avant la cessation des fonctions de la personne concernée ;
- que le remplaçant soit de compétences au moins équivalentes à celles de la personne remplacée.

Le remplaçant proposé par le Titulaire est considéré comme accepté par le Pouvoir Adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas avant la date de prise de fonction du remplaçant. Si le Pouvoir Adjudicateur récusé le remplaçant, le Titulaire dispose d'un mois pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par le Pouvoir Adjudicateur est motivée.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire, ou si deux remplaçants successifs sont récusés par le Pouvoir Adjudicateur dans le délai d'un mois à compter de leur nomination, le marché peut être résilié dans les conditions prévues au présent C.C.A.P.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve également le droit de demander le remplacement de la personne en charge de la conduite des prestations, au cours de son intervention, si celle-ci ne remplit pas correctement les engagements contractés par le Titulaire vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur.

2.5 Forme des notifications

Il est fait application des dispositions des articles 3 et 4 du CCAG/FCS avec les précisions qui suivent.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, la notification du marché comprend une copie, délivrée Mise à disposition de techniciens biomédicaux pour la gestion, la vérification, l'entretien et le maintien de dispositifs médicaux et fourniture d'un logiciel de GMAO

sans frais par le Pouvoir Adjudicateur au Titulaire, de l'acte d'engagement et de ses annexes.

2.5.1 Notifications destinées au Titulaire

La notification du marché et de ses avenants est effectuée par voie électronique. Les autres actes d'exécution et décisions peuvent également être notifiés électroniquement. L'adresse du candidat faisant foi est celle renseignée par celui-ci sur le profil d'acheteur lors du dépôt de son offre.

Lorsque notification du marché ou de tout acte pris pour son exécution est effectuée au moyen du profil d'acheteur ou d'une communication électronique utilisant un procédé d'horodatage, la notification est acquise le jour où le candidat accuse réception de cette communication. Dans le cas où le candidat n'accuse pas réception de cette communication dans un délai de quinze (15) jours à compter de son envoi, la notification est réputée acquise le jour de cet envoi.

2.5.2 Notifications destinées au Pouvoir Adjudicateur

Les notifications destinées au Pouvoir Adjudicateur, prévues en application des clauses du présent C.C.A.P., telles que les observations sur bons de commande ou ordre de service, les demandes de révision de prix, les modifications affectant le Titulaire, les réclamations et différends, sont effectuées par voie postale ou électronique, à l'adresse indiquée en page de garde du présent document.

3 Type et Forme du marché

3.1 Type de marché

Il s'agit d'un marché de services.

3.2 Forme de marché

Il s'agit d'un accord-cadre exécuté par émission de bons de commande, dans les conditions prévues aux articles R.2162-1 à R.2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans montant ni quantité minimum et avec un montant maximum fixé à 1 500 000.00 € HT.

Le montant maximum s'entend sur la durée globale du marché, reconduction incluse, le cas échéant.

L'accord-cadre est conclu en mono-titularisation.

3.3 Décomposition en tranches optionnelles

Le marché ne comprend pas de tranche.

4 Décomposition en lots

Le marché n'est pas alloti.

5 Marchés complémentaires et/ou de prestations similaires

Conformément à ce qui est prévu à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, pour les marchés de services ou travaux, constituant des options au sens du droit communautaire, et si les conditions décrites à cet article sont remplies, le Pouvoir Adjudicateur se réserve, le cas échéant, le droit de passer des marchés négociés de réalisation de prestations similaires avec le(s) Titulaire(s) de ce marché.

6 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de vingt quatre (24) mois calendaires à compter du 1er novembre 2025 ou à compter de la date de notification si celle-ci intervient postérieurement au 1er novembre.

Il est renouvelable par tacite reconduction pour une période de vingt quatre (24) mois dans la limite de un (1) renouvellement, sauf décision expresse de non reconduction du Pouvoir Adjudicateur.

Au terme de la première période du marché, le Pouvoir Adjudicateur peut prendre une décision écrite de non reconduction, qu'il notifie au Titulaire trois (3) mois avant la date d'échéance du marché. La décision de non reconduction n'a pas à être motivée.

Le Titulaire du marché ne peut refuser la reconduction. Il ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de la décision de non reconduction.

La durée totale du marché n'excèdera pas quatre (4) ans.

7 Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 CCAG/FCS le marché est régi par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- la lettre de notification du marché et son accusé réception ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières valant acte d'engagement et ses annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant :
 - Annexe financière (cinq onglets)
 - Annexe relative aux établissements adhérents du groupement de commandes ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières et son annexe relative au temps d'immobilisation maximum selon le type de maintenance dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le calendrier annuel des visites des appareils ;
- les bons de commande ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modificatifs éventuels, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021, JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021, texte n°18) ;
- l'offre technique du Titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre ces pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

Seul l'exemplaire du contrat conservé dans les archives de l'administration fait foi.

8 Lieux de livraison ou d'exécution

Les lieux de livraison des matériels et fournitures ainsi que les lieux d'exécution des prestations sont définis dans l'annexe au présent CCAP-AE, avec les précisions suivantes :

- L'atelier biomédical est mis à disposition pour le titulaire par le Centre Hospitalier de Comminges-Pyrénées ;
- Pour le Centre Hospitalier de Comminges-Pyrénées, le lieu d'exécution à prendre en compte est : les ateliers des services techniques.

La liste des lieux d'exécution est susceptible d'évoluer au cours du marché (déménagement, suppression ou ajout de site), sans surcoût pour le Pouvoir Adjudicateur. Le cas échéant, cela sera formalisé par émission d'un ordre de service.

9 Délais de livraison ou d'exécution

9.1 Délais de livraison des fournitures

Les fournitures (pièces détachées, accessoires, sous-ensembles, consommables) faisant l'objet de bons de commande devront être livrées dans le délai indiqué par le Titulaire dans son offre à compter de la date de notification du bon de commande. Par défaut, ce délai est de 72 heures au maximum.

Le Pouvoir Adjudicateur peut prolonger le délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG/FCS, s'il est fait obstacle à l'exécution du marché du fait du Pouvoir Adjudicateur ou du fait d'un événement ayant un caractère de force majeure.

9.2 Délais d'exécution des prestations de maintenance

9.2.1 Maintenance préventive

Le Titulaire effectue toutes les visites de maintenance préventive pour chaque équipement, selon un calendrier d'intervention arrêté d'un commun accord avec le service biomédical. Ce calendrier doit être transmis au service dans un délai d'un mois à compter de la notification du marché public. Si l'une des parties désire déplacer une visite, elle en informe l'autre au moins 72 heures avant la date prévue.

9.2.2 Maintenance curative et indisponibilité

Les délais de maintenance curative ne varient pas en fonction des niveaux de dysfonctionnement : bloquant ou non bloquant. Ils s'appliquent conformément à l'annexe du CCTP.

9.2.3 Délais d'exécution

Les délais maximums d'exécution des prestations dérogent à l'article 14.2 du CCAG/FCS, ils sont fixés comme suit :

Délais	Départ délai	Fin du délai	Délai	Pénalité
Délai de remise du calendrier de maintenance préventive	Notification du marché	1 mois après	1 mois	100 € / jour
Visites systématiques ou conditionnelles préventives	Selon calendrier de maintenance		Selon calendrier de maintenance	50 € / jour
Délai d'établissement du devis	Heure de réception de la demande par le titulaire	Transmission du devis au service biomédical	Selon Annexe Descriptif de la prestation	100 € / jour
Délai maximum de remise en ordre de marche de l'équipement	Heure de réception de la demande par le titulaire en cas de maintenance au forfait (ou de la validation du devis en cas de maintenance à l'attachement)	Heure de remise en ordre de marche de l'équipement	Selon Annexe Descriptif de la prestation	$P \text{ (en \%)} = \frac{1}{5} \times \frac{DC - DP}{100 DP}$
Délai maximum de remise en ordre de marche de l'équipement pour une maintenance hors site	date de réception du bon de commande par le titulaire	date de livraison au CHCP/HDL du matériel réparé	Selon Annexe Descriptif de la prestation	

*P désigne le montant des pénalités (en % du montant total de la facture)

DC : le délai d'exécution constaté

DP : le délai d'exécution contractuel

Intervention à l'attachement : la pénalité est appliquée sur la facture correspondant à l'intervention concernée.
Intervention incluse dans un forfait : la pénalité est appliquée sur le montant mensuel de la maintenance de l'équipement concerné par l'intervention.

Les délais sont exprimés en jours ou heures ouvrés, du lundi au vendredi, de 8 heures à 17 heures, sauf indications contraires exprimées par le Titulaire dans son offre.

Les délais s'appliquent sous réserve de délais contractuels plus courts proposés par le Titulaire dans son offre.

Le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de réception du bon de commande par le Titulaire jusqu'à l'admission de la prestation, même si celle-ci est opérée au-delà du terme du marché public.

10 Emission des bons de commande

10.1 Demande de devis préalable

Dans le cadre de la maintenance à l'attachement et/ou d'une prestation de maintenance corrective donnant lieu à la commande d'une pièce détachée d'un coût unitaire supérieur à 700 € HT, un devis préalable est nécessairement établi par le titulaire.

En cas d'acceptation, la commande est formalisée par l'émission d'un bon de commande.

10.2 Emission des bons de commande

Aucune fourniture ni prestation exécutée par émission de bons de commande ne pourra être livrée ou réalisée par le Titulaire, ni ne donnera lieu à aucun paiement par le Pouvoir Adjudicateur, si elle n'a pas préalablement donné lieu à l'émission d'un bon de commande notifié au Titulaire.

Pour les prestations de maintenance, la notification du marché vaut émission du bon de commande pour les 24 premiers mois de marché. En cas de renouvellement, un bon de commande sera émis pour une durée de 24 mois supplémentaires.

Pour les autres prestations, un bon de commande est émis à chaque nouvelle commande.

Les bons de commande comportent les informations suivantes :

- L'identification du Titulaire ;
- Les références des prestations et/ou fournitures commandées ainsi que leurs quantités ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le code du service en charge du paiement,
- Le délai d'exécution ;
- La date d'émission ;
- Les montants et taux de TVA ;
- Le lieu de livraison.

Les bons de commande sont numérotés, datés et signés par le représentant du Pouvoir Adjudicateur. Ils sont adressés au Titulaire en un exemplaire, par tout moyen permettant de conférer date certaine à leur transmission.

Toute commande effectuée en urgence par téléphone ou courriel fait l'objet d'un bon de commande établi sans délai.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, si, dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande par le Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur n'a pas reçu d'observations de la part du Titulaire, ce dernier est réputé avoir accepté les prescriptions définies dans le bon de commande.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et produiront leur effet six mois au maximum à l'issue de la fin de l'accord-cadre.

11 Conditions de livraison ou d'exécution

11.1 Conditions Générales

Les livraisons doivent être conformes aux commandes qui sont effectuées par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant, en fonction des besoins de l'établissement.

Les fournitures seront accompagnées d'un bon de livraison conformément aux dispositions de l'article 21 du CCAG/FCS, indiquant :

- La date d'expédition ;
- La référence de la commande ou du marché public, (le Titulaire fera apparaître sur le bon de livraison, l'unité dans laquelle a été passée la commande) ;
- L'identification du Titulaire du marché public ;
- L'identification des fournitures livrées et quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage, seront indiquées en sus des quantités livrées ;
- La nature de la livraison ;
- Les quantités livrées ;
- Les prix unitaires et totaux.

En cas d'impossibilité de livrer au jour prévu, il sera fait application des dispositions prévues à l'article 13.3 du CCAG/FCS. Le Titulaire en avisera préalablement le représentant du Pouvoir Adjudicateur et fera connaître la nouvelle date de livraison, laquelle en tout état de cause devra être exécutée dans un délai n'excédant pas une semaine à compter de la date initialement prévue.

11.2 Conditions Particulières

Sauf stipulation contraire exprimée dans l'annexe financière, les expéditions concernées par ce marché public se feront franco de port, d'emballage et d'assurance et sans seuil minimum de commande en quantité ou en valeur.

11.3 Contrôle de la qualité en cours d'exécution du marché

Le Titulaire s'engage, au titre du marché qui lui est confié, à garantir la qualité des prestations qu'il délivre et leur conformité aux stipulations du présent marché. Cette obligation de conformité de la qualité des fournitures aux éventuels spécimens s'applique également à toute fourniture et prestation de remplacement ou de substitution.

Il garantit, de manière générale, la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art. Il s'engage à proposer durant toute l'exécution du projet des démarches ou actions d'améliorations, à suivre leur mise en œuvre et à mesurer et diffuser les résultats obtenus.

Le Pouvoir Adjudicateur peut suivre sur place l'exécution des prestations, conformément à l'article 17 du CCAG/FCS.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles sur la qualité des prestations fournies par le Titulaire. Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par le Pouvoir Adjudicateur ou par un tiers à sa demande, sont opposables au Titulaire.

Le contrôle qualité est établi contradictoirement par le Titulaire et par le Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire sera averti au moins deux (2) jours à l'avance de la date du contrôle, afin qu'il puisse détacher un membre de son personnel pour cette opération.

11.4 Modalités d'accès aux locaux de l'établissement

Les personnels du Titulaire amenés à se déplacer dans l'enceinte et dans les locaux du Pouvoir Adjudicateur, doivent tous être munis d'un badge nominatif portant nom, prénom, fonction, photo

Mise à disposition de techniciens biomédicaux pour la gestion, la vérification, l'entretien et le maintien de dispositifs médicaux et fourniture d'un logiciel de GMAO

d'identité ainsi que la dénomination commerciale et le logo de la société Titulaire du marché. Ils adoptent une correction qui prévaut dans tous types d'interventions ayant lieu sur site.

Le personnel du Titulaire chargé des opérations se déroulant dans les locaux du Pouvoir Adjudicateur, se présente dès son arrivée dans l'établissement à un responsable concerné du service utilisateur.

Le Titulaire respecte les règles d'accès aux différents sites du Pouvoir Adjudicateur et se conforme aux dispositions applicables aux entreprises intervenant dans les locaux du Pouvoir Adjudicateur.

De même, le Titulaire se conforme, sur les voies de circulation strictement réservées aux usagers et personnels pour lesquelles s'appliquent les dispositions du Code de la Route, aux conditions de circulation prescrites par le Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le Titulaire.

11.5 Hygiène et sécurité

Le Pouvoir Adjudicateur s'engage à assurer au personnel du Titulaire appelé à intervenir dans ses locaux des conditions d'environnement conformes aux normes d'hygiène et de sécurité.

Le Pouvoir Adjudicateur informe le personnel du Titulaire des consignes de sécurité dans lesdits locaux, et veille à la présence effective d'un préposé qualifié pendant la durée de l'intervention dudit personnel, de telle sorte que toutes mesures utiles puissent être immédiatement prises en cas d'accident.

Le Titulaire s'engage à respecter les consignes et/ou protocoles d'hygiène et de sécurité communiqués par l'établissement.

Le Titulaire s'engage à restituer les locaux dans lesquels il est intervenu, dans l'état initial lors de son entrée, en particulier, le Titulaire doit évacuer tous les déchets tels que cartons d'emballages, pièces usées et tous autres déchets pouvant résulter de son intervention, la liste étant non exhaustive.

12 Conditions d'exécution des prestations de maintenance

12.1 Définition des prestations

Les prestations susceptibles d'être demandées dans le cadre des contrats de maintenance des équipements biomédicaux sont définies ci-dessous, et précisées dans le CCTP.

Les prestations de maintenance s'entendent au sens de la norme NF EN 13306 « *Maintenance - Terminologie de la maintenance* » de janvier 2018.

- **Maintenance forfaitaire** : il s'agit d'une maintenance facturée à un prix fixe pour une période donnée, (annuelle), quel que soit le nombre d'interventions (hors exclusions éventuelles) et quel que soit le temps réellement passé pour réaliser cette maintenance sur la période de référence.
- **Maintenance à l'attachement** : il s'agit d'une maintenance effectuée sur demande du Pouvoir Adjudicateur, via l'émission d'un bon de commande, et donnant lieu à une facturation par intervention.
- **Contrôle qualité** : il concerne l'ensemble des opérations destinées à évaluer le maintien des performances revendiquées par le fabricant.
- **Maintenance préventive** : elle concerne les visites périodiques ou conditionnelles ayant pour but de réduire les risques de panne et de maintenir dans le temps les performances des appareils et logiciels au niveau des performances initiales.
- **Maintenance corrective** : elle concerne les interventions ayant pour but la remise en état de fonctionnement des appareils à la suite d'une défaillance.
 - La maintenance corrective comprend :
 - la localisation de la défaillance et son diagnostic ;
 - la remise en état avec ou sans modification ;
 - le contrôle de bon fonctionnement.

- **Mise à niveau** : les mises à niveau techniques préconisées par le constructeur pour accroître la fiabilité et la sécurité de l'équipement ainsi que les mises à jour des logiciels de base associés aux équipements, sans ajout de fonctionnalités, sont réputées incluses dans le prix des prestations de maintenance forfaitaire prévues au marché.
- **Télémaintenance** (si proposée par le titulaire dans son offre) : elle concerne la maintenance d'un bien exécutée sans accès physique du personnel au bien. La télémaintenance vient en complément de l'assistance téléphonique de manière à affiner le diagnostic de la défaillance et éventuellement apporter des solutions palliatives et/ou correctives. Le titulaire indique dans son offre les modalités en termes de coût, de possibilités offertes (diagnostic, correctif), de confidentialité des données, d'horaires de disponibilité du service, de matériels requis (logiciel, modem, ligne téléphonique dédiée...

12.2 Prestations exclues

12.2.1 Limites du forfait de maintenance

Lorsque le marché public prévoit une maintenance forfaitaire, le ou les types de forfaits retenus pour l'exécution du marché public, ainsi que leurs limites et exclusions, sont définis aux annexes financières et précisés dans l'offre du titulaire (notamment le prix des pièces exclues).

Toute intervention non prise en charge par la redevance forfaitaire fait l'objet d'un devis préalable, puis d'un bon de commande, et sa tarification s'effectue sur la base des prix des prestations à l'attachement.

Les prestations à l'attachement sont déclenchées par bon de commande et facturées sur la base du prix de la main d'œuvre, du déplacement et des pièces détachées ou sur la base d'un montant forfaitaire par intervention, l'ensemble de ces prix étant renseigné à l'annexe financière.

12.2.2 Exclusions générales au forfait de maintenance

Interventions suivantes :

1. Les interventions ou réparations entraînées par des défaillances dues à des causes étrangères au matériel objet du présent marché, telles que :

- a) Incendie, explosion, inondation, affaissement du bâtiment, provoqués ou non par l'installation,
- b) Défaut des dispositifs de l'environnement de l'installation, ayant un impact sur l'équipement,
- c) Utilisation non conforme aux prescriptions indiquées par le titulaire dans le manuel pratique d'utilisation, prescription que le Pouvoir Adjudicateur déclare connaître et s'engage à faire respecter,
- d) Dégradations volontaires ou involontaires,
- e) Tout autre motif extérieur à l'usage de l'équipement défini dans l'offre du titulaire.

2. Les interventions ou réparations entraînées par des modifications ou réparations de matériel, effectuées par du personnel non expressément mandaté par le titulaire pendant la durée du marché public.

3. Certaines interventions effectuées à la demande du Pouvoir Adjudicateur, tels les déplacements d'équipements (qui font l'objet d'un tarif spécifique prévu à l'annexe financière) ou l'adjonction de matériels d'autres origines.

Fourniture de consommables :

Est considéré comme « consommable » tout produit ne faisant pas partie intégrante de l'appareil et dont la consommation est liée à l'utilisation de l'appareil. Sous réserve des consommables inclus au forfait dans l'offre du titulaire, la fourniture de consommables tels que réactifs, usages uniques est exclue du présent marché public.

Exclusions relatives aux logiciels :

La responsabilité du titulaire ne s'applique ni aux logiciels non fournis par lui, ni aux conséquences de leur utilisation, ni aux dommages causés par des virus informatiques introduits ou activés par les utilisateurs.

Le Pouvoir Adjudicateur est responsable des opérations de sauvegarde de toutes les données qu'il utilise.

Mise à disposition de techniciens biomédicaux pour la gestion, la vérification, l'entretien et le maintien de dispositifs médicaux et fourniture d'un logiciel de GMAO

La réinstallation des logiciels après un défaut majeur se limitera au logiciel lui-même et à la recopie de ses sauvegardes éventuelles, si elles existent.

12.3 Modalités d'exécution des prestations

12.3.1 Dispositions générales

Le Titulaire s'engage à réaliser la maintenance (qu'elle soit préventive et/ou corrective) et à fournir les pièces détachées, accessoires et sous-ensembles des équipements concernés, conformément aux clauses du présent marché public.

Assistance téléphonique

Le Titulaire s'engage au minimum à fournir une assistance technique 5 jours sur 7 (jours ouvrés). Pour ce faire, le titulaire communique au Pouvoir Adjudicateur la procédure à respecter et le numéro d'appel à composer pour obtenir l'assistance.

Prise en compte des demandes d'intervention

Le Titulaire s'engage à prendre en compte tout signalement de dysfonctionnement émis par le Pouvoir Adjudicateur, soit par intranet et GMAO, par téléphone en cas d'urgence ou par courriel, et lui adresse à ce titre par retour un accusé réception de la prise en compte de la notification du signalement pour une intervention dans les délais prévus au marché public.

Quelle que soit la nature de la maintenance (préventive ou corrective), le Titulaire s'engage à communiquer au Pouvoir Adjudicateur, la date, la nature de l'intervention et sa durée prévisionnelle afin de ne pas compromettre l'organisation des soins des services concernés.

Personnel

Le Titulaire s'engage à disposer de personnels qualifiés et compétents, en effectif suffisant pour la réalisation des prestations de maintenance.

Règlementation

Toute intervention sera effectuée dans le respect de la réglementation en vigueur, en particulier :

- Décret n°2001-1154 du 5 décembre 2001 relatif à l'obligation de maintenance et de contrôle qualité des dispositifs médicaux (codifié aux articles R5211-5, R5211-25, R5212-25 et suivants du Code de la santé publique) ;

✎ En particulier, lorsque le Titulaire est en charge du contrôle de qualité, il respecte les modalités particulières de contrôle fixées par l'agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé ; d'autre part, il fournit au Pouvoir Adjudicateur, après chaque intervention, toutes les informations permettant de tenir à jour le registre des opérations de contrôle et maintenance,

- Décret n° 92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

✎ En particulier, le Titulaire doit analyser les risques engendrés par ses interventions et se rapprocher de l'hôpital en vue d'établir un plan de prévention, dans les cas prévus par ce décret.

Conformité aux exigences essentielles de marquage CE

Le Titulaire s'engage à préserver la conformité de l'ensemble des équipements sur lesquels il intervient, à ne pas apporter de modifications susceptibles de modifier les caractéristiques techniques définies par le constructeur, notamment en termes d'exigences de sécurité, de qualité, de fiabilité et d'exactitude liées au fonctionnement des équipements. En particulier, le Titulaire s'engage à ce que les pièces détachées qu'il fournira dans le cadre du marché ne modifient en aucune façon les caractéristiques techniques initiales de l'équipement sur lequel elles seront installées, ni sa sûreté de fonctionnement, afin que celui-ci réponde toujours aux exigences essentielles du marquage CE (directives 90/385/CEE, 93/42/CEE, 98/79/CEE et 2007/47/CE).

Les composants soumis au marquage CE sont remplacés par des composants identiques ou compatibles.

Les pièces détachées sont certifiées d'origine ou certifiées compatibles (fournir justificatif si demande).

Étalonnage du matériel de contrôle et / ou de test

Mise à disposition de techniciens biomédicaux pour la gestion, la vérification, l'entretien et le maintien de dispositifs médicaux et fourniture d'un logiciel de GMAO

Les matériels de test, mesure et contrôle utilisés dans le cadre de contrôles et de maintenance devront être régulièrement étalonnés. Un exemplaire du dernier certificat d'étalonnage de chaque instrument de test, mesure ou contrôle devra être fourni au service biomédical à sa demande.

Matéiovigilance / Réactovigilance

Le Titulaire informe le pouvoir adjudicateur, de toute modification susceptible d'améliorer le fonctionnement, la sécurité et la fiabilité des appareils au sein de l'établissement.

Toute modification à apporter sur des équipements objets du présent marché, effectuée dans le cadre de la matéiovigilance suite à l'identification d'un incident ou d'un risque d'incident, sera intégralement prise en charge par le fabricant des équipements ou son distributeur.

Cas de non-conformité de l'équipement

En cas de non-conformité de l'équipement, interdisant son utilisation dans les conditions de sécurité requises et nécessitant une mise en œuvre d'action corrective, le cadre du service (ou son représentant) dans lequel se trouve l'équipement ainsi que le service biomédical devront être immédiatement informés par le personnel du Titulaire ayant constaté cette non-conformité. De plus, le personnel du Titulaire indiquera clairement sur l'équipement qu'il ne doit pas être utilisé.

Qualification des équipements

Lorsque la nature des équipements objets du marché le nécessite, le Titulaire s'engage à réaliser le contrôle et la requalification des équipements concernés après toute opération de maintenance majeure, ou sur demande expresse du service biomédical.

Déplacement d'un équipement

Lors de tout déplacement ou démontage de l'appareil, les opérations d'emballage, de chargement et de transport, sont effectuées sous le contrôle et selon les directives du Titulaire, si la nature de l'équipement le nécessite.




12.3.2 Dispositions relatives à la maintenance préventive annuelle

Lorsque la maintenance préventive est prévue au marché, le Titulaire s'engage à communiquer au Pouvoir Adjudicateur le protocole de maintenance préventive systématique et conditionnelle des équipements concernés par le marché.

Le Titulaire procède aux opérations prévues dans ce protocole et réalise pour chaque équipement le nombre de visites annuelles indiqué dans l'annexe financière.

Dispositions relatives à la maintenance à l'attachement

Lorsqu'elle est prévue au marché, la maintenance à l'attachement s'effectue au fur et à mesure des demandes d'intervention, accompagnées impérativement d'un bon de commande comprenant les indications suivantes :

-  Nom et adresse du Titulaire,
-  N° de bon de commande,
-  Nom du matériel concerné.

Un devis est établi systématiquement dans le délai maximal renseigné au marché (sauf en cas de maintenance forfaitaire à l'attachement).

Les interventions de maintenance à l'attachement ne pourront être entreprises qu'après approbation du devis par le service Biomédical, et émission du bon de commande correspondant.

Le devis doit mentionner :

- le numéro du marché public,
- les nom, type, marque et numéro de série du matériel objet du devis,
- le numéro de GMAO,
- le diagnostic de la panne et les actions prévues,
- la durée d'immobilisation prévue,
- le coût de la main d'œuvre HT (tarif horaire, temps passé),
- les frais de déplacement ou d'enlèvement,
- la désignation et le coût des pièces détachées à remplacer,
- le montant de la TVA et le montant TTC.

Mise à disposition de techniciens biomédicaux pour la gestion, la vérification, l'entretien et le maintien de dispositifs médicaux et fourniture d'un logiciel de GMAO

Le devis sera transmis par courriel selon les modalités prévues ci-dessous. La validation du devis se fera par courriel.

Transmission des documents

Tous les documents afférents à la maintenance tels que calendrier des visites de maintenance préventive, rapports d'intervention ou devis doivent être rédigés en langue française et sont à transmettre systématiquement par courriel à :

Audrey BAGUES-CASTRO - Ingénieur
Direction du Patrimoine, de la Sécurité, des Services Techniques, du Biomédical
Directrice Référente du Pole Médico-Technique
Centre Hospitalier Comminges Pyrénées & Hôpitaux de Luchon
audrey.bagues-castro@ch-saintgaudens.fr
biomedical@ch-saintgaudens.fr
05 62 00 40 47

Le Pouvoir Adjudicateur peut désigner en cours de marché d'autres agents du service biomédical, pour être destinataires de ces documents. Le Titulaire du marché public en est alors informé.

12.3.3 Réparation en atelier

Si le Titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que hors site hospitalier, le Pouvoir Adjudicateur prend en temps utile les dispositions qu'il juge nécessaire, selon le type d'équipement.

Dans le cas où le prestataire prend en charge l'envoi :

- Si l'équipement est lié à une maintenance forfaitaire, le Titulaire prend en charge l'ensemble des opérations de transport et la logistique afférente : récupération et retour du matériel dans l'établissement, mise à disposition d'un emballage spécifique (de type valise rigide par exemple) destiné à éviter toute détérioration pendant le transport, prêt de matériel de remplacement si prévu, etc...
- Si la maintenance est à l'attachement, à prix unitaires, le marché peut indiquer dans l'annexe financière, un forfait d'enlèvement sur site pour les équipements concernés, comprenant l'ensemble des prestations évoquées ci-dessus.

Dans le cas où le Pouvoir Adjudicateur effectue lui-même cet envoi, le Titulaire peut proposer la mise à disposition d'emballages.

Les deux parties s'engagent à accompagner tout équipement d'une information écrite liée à la décontamination de l'appareil.

12.3.4 Prestations de formation

Lorsque le marché le prévoit, le Titulaire s'engage à réaliser, sur demande du Pouvoir Adjudicateur, des prestations de formation des personnels utilisateurs ou techniques, ayant lieu sur site, dans le but de former les nouveaux agents à l'utilisation des équipements. Toutes les formations, ainsi que les livrables et supports fournis à l'appui de celles-ci, sont obligatoirement délivrés en langue française.

A ce titre, le Titulaire fournit au Pouvoir Adjudicateur les plans de formation, la qualification des intervenants, la méthodologie appliquée, le profil des personnels ciblés, et toute autre information complémentaire qu'il jugera utile.

Lorsque des formations sont prévues, elles respectent les prescriptions suivantes :

Formation des utilisateurs

Le Titulaire délivre une formation formelle aux utilisateurs potentiels du Pouvoir Adjudicateur qui communiquera en temps utile le nombre, le profil des participants, et le lieu de formation, ce afin :

- ✓ D'expliquer les différentes fonctionnalités des équipements,
- ✓ De faire réaliser par les utilisateurs des essais de manipulation des équipements,
- ✓ De communiquer toute autre information permettant l'utilisation des équipements de façon optimale.

Mise à disposition de techniciens biomédicaux pour la gestion, la vérification, l'entretien et le maintien de dispositifs médicaux et fourniture d'un logiciel de GMAO

13 Constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de vérification et d'admission des prestations, sont effectuées par le Pouvoir Adjudicateur et ce, conformément aux dispositions des articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG/FCS, sous réserve des précisions et/ou dérogations qui suivent.

13.1 Opérations de vérification

Les prestations prévues par le présent marché font l'objet de vérifications quantitative et qualitative approfondies au sens de l'article 28.2 du CCAG/FCS.

13.1.1 Vérification quantitative

Cette vérification consiste à comparer la quantité livrée à la quantité commandée. Celle-ci a lieu au moment de la livraison. Si la quantité fournie est inférieure à la quantité commandée, le Titulaire s'engage à compléter cette quantité dans un délai n'excédant pas 72 heures. Si la quantité fournie est supérieure à la quantité commandée, le Titulaire s'engage à reprendre immédiatement cet excédent sans contrepartie.

13.1.2 Vérification qualitative

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/FCS, le Pouvoir Adjudicateur dispose d'un délai de trente (30) jours pour procéder aux vérifications qualitatives et notifier sa décision à compter de la date de livraison des fournitures.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le Pouvoir Adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

13.1.3 Admission

L'admission des prestations (pour chacune des parties distinctes le cas échéant) donne lieu à l'établissement d'une décision écrite notifiée au Titulaire, dans le délai imparti au Pouvoir Adjudicateur pour procéder aux vérifications. A défaut de notification d'une décision dans ce délai, l'admission est réputée acquise.

13.1.4 Ajournement

L'article 30.2 du CCAG/FCS est applicable.

Lorsque le représentant du Pouvoir Adjudicateur demande par décision motivée une mise au point des prestations livrées ou exécutées, le Titulaire effectue cette mise au point sans rémunération supplémentaire.

En cas d'ajournement des prestations remises, le Titulaire devra fournir les mises au point demandées, dans un délai maximum de quinze (15) jours. Le Titulaire doit faire connaître son acceptation de cette décision dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification de la décision d'ajournement.

13.1.5 Réfaction

L'article 30.3 du CCAG/FCS est applicable.

13.1.6 Rejet

L'article 30.4 du CCAG/FCS est applicable.

Il est précisé qu'en ce cas, le Titulaire exécute à nouveau la prestation prévue par le marché, sans rémunération supplémentaire.

13.2 Rapport d'intervention pour la maintenance

A l'issue de toute intervention, le technicien du Titulaire du marché, rédige un rapport d'intervention qui décrit les opérations effectuées sur l'équipement.

Ce rapport est signé par l'intervenant qui en informe le service biomédical. Il mentionne :

- Le nom du technicien ayant effectué la visite,
- Les date, heure et durée de l'intervention,
- Les marque, type et nom usuel de l'appareil, ses numéros de série et d'inventaire,
- L'objet de l'intervention,
- Les actions et contrôles effectués,
- La référence et la désignation des pièces remplacées,
- Le numéro de bon de commande, si l'intervention a lieu à l'attachement,
- Les contrôles de performance réalisés avant restitution de l'appareil,
- Et toutes autres observations utiles au bon fonctionnement de l'appareil (anomalies constatées, usure de certains organes, risques de détérioration, état du matériel après intervention ...).

Le technicien du Titulaire enregistre ce rapport d'intervention dans la GMAO en le rattachant à l'équipement, ce qui assure la fiche de traçabilité des interventions.

Le compte-rendu établi par le technicien est signé contradictoirement par lui-même et le chef du service concerné, ou son représentant. Les noms et qualités des signataires doivent apparaître nettement sur le compte-rendu.

Le technicien devra informer le cadre de santé (ou son représentant) des conditions éventuelles particulières de remise en fonctionnement.

Il est signalé au titulaire que la non-fourniture de ces renseignements empêchera tout paiement des factures afférentes, le cas échéant.

Équipement non fonctionnel : si l'équipement n'est pas fonctionnel après l'intervention, pour quelque raison que ce soit (maintenance non terminée, panne non résolue...), l'intervenant en avertit le service utilisateur et le service biomédical, et indique clairement sur l'équipement qu'il ne doit pas être utilisé.

Le titulaire doit alors tout mettre en œuvre pour remettre l'équipement en état, conformément à ses engagements contractuels.

13.3 Suivi et rapport d'activité

Le Titulaire s'engage à informer le Pouvoir Adjudicateur sur les prestations de maintenance objet du présent marché.

En fin de période contractuelle annuelle, ou ponctuellement sur demande spécifique du Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire lui transmet, sur support informatique, le rapport d'activité annuel, par installation, de la maintenance des équipements couverts par le marché, avec indication au minimum des éléments suivants :

- Désignation et type/modèle de l'équipement,
- Cadre dans lequel se situe chaque intervention (incluse dans un forfait ou à l'attachement),
- Nombre d'heures de main d'œuvre et de déplacements,
- Coût et liste des pièces détachées changées,
- Un graphique récapitulant les chiffres d'affaires (forfait, attachement) par type/modèle.

Le Titulaire devra joindre à ce bilan la liste éventuelle des équipements pour lesquels une fin de maintenance est prévue, accompagnée des justificatifs de cette fin de maintenance.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra demander à tout moment, un bilan provisoire des visites réalisées depuis le début de l'année. Les équipements pour lesquels aucune maintenance n'aura été effectuée devront être listés afin de planifier leur maintenance avant la date anniversaire du marché.

Si le bilan, ou une réclamation effectuée par un site, fait apparaître des données anormales sur un équipement (nombre d'heures d'arrêt, nombre d'interventions, etc..) le Titulaire fournira un bilan détaillé

Mise à disposition de techniciens biomédicaux pour la gestion, la vérification, l'entretien et le maintien de dispositifs médicaux et fourniture d'un logiciel de GMAO

des interventions effectuées sur cette installation et mettra en place un plan d'action spécifique, en coordination avec le service biomédical, afin d'analyser et de corriger les dysfonctionnements constatés.

Dans le cadre du suivi d'exécution du marché, le Titulaire s'engage à déléguer un représentant qualifié, pour assister à la réunion annuelle organisée par le Pouvoir Adjudicateur.

13.4 Démarche de progrès organisationnel et/ou technique

Le Titulaire s'inscrit dans une démarche de progrès organisationnel et / ou technique en collaboration avec le Pouvoir Adjudicateur notamment par l'innovation ou / et tout autre processus susceptible(s) d'améliorer la performance, dans le respect de la réglementation en vigueur et des guides des bonnes pratiques régissant l'activité, dont :

- ✓ La communication sur les nouveautés techniques en matière d'équipements ou/et de solutions logicielles associées,
- ✓ L'optimisation des plans de maintenance,
- ✓ La réalisation d'audit / diagnostic des équipements constituant le parc de l'établissement,
- ✓ Le rappel des bonnes pratiques pouvant impacter la fréquence des prestations de maintenance ou/et la consommation de pièces de rechange,

etc., la liste étant non exhaustive.

14 Garantie

Par dérogation aux prescriptions de l'article 33 et suivants du CCAG/FCS, la durée de garantie des interventions de maintenance et des pièces remplacées est indiquée par le Titulaire dans son offre.

Par défaut, cette durée de garantie est égale à au moins 3 mois pour les interventions et au moins 6 mois pour les pièces changées, à compter de la date de la décision d'admission des prestations.

Le Pouvoir Adjudicateur rejettera une facture relative à une intervention survenant dans le délai de garantie d'une visite préventive ou curative ayant le même objet.

15 Modalités de détermination des prix

15.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les frais de gestion ne sont pas acceptés.

Par dérogation à l'article 10.1.4 du CCAG/FCS :

- Le forfait de maintenance peut comporter les exclusions indiquées par le Titulaire dans son offre ;
- Pour les interventions sur site facturées à prix unitaires, le Titulaire peut indiquer dans son offre un tarif de déplacement. Ce tarif est appliqué une fois pour chaque demande d'intervention, quel que soit le nombre de déplacements effectifs ;
- Pour les équipements nécessitant une réparation en usine, l'offre du Titulaire peut contenir un tarif d'enlèvement.

15.2 Prix de règlement

Les prix figurant à l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres renseigné en page de garde du présent document [rubrique C]. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

15.3 Forme des prix

Le marché est traité à prix mixtes (à prix global forfaitaire et à prix unitaires). Pour les prix unitaires, ceux-ci sont appliquées aux quantités réellement exécutées.

Les prix du marché figurent à l'annexe financière du CCAP-AE.

15.4 Variation des prix

Les prix du marché public peuvent être révisés annuellement dans les conditions décrites ci-dessous.

La première révision intervient à la date d'anniversaire du marché. Cette date correspond au 1^{er} novembre de chaque année, y compris dans le cas où le marché a été notifié postérieurement à cette date.

15.4.1 Prestations de maintenance

A l'issue de la première année, les prix sont automatiquement reconduits pour la période suivante, sauf demande de révision formulée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception un mois au moins avant le terme de la période considérée.

La demande est accompagnée d'une note explicative de mise en œuvre de la formule de révision (valeurs des indices et mois correspondant, détail du calcul du coefficient de révision et des nouveaux montants induits par l'application de la formule de révision).

La demande de révision devra être impérativement accompagnée du rapport d'activité annuel, sous peine de refus de la demande de révision.

Dans ce cas, les prix (forfait et/ou taux horaire de maintenance) sont révisés à la date anniversaire du marché en application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,25 + (0,55 \text{ ICHTrevTS} / \text{ICHTrevTS}_o) + (0,20 \text{ MIG EBIQ} / \text{MIG EBIQ}_o))$$

Dans laquelle :

P	Prix révisé du marché public
P _o	Prix du marché public en cours
ICHTrev-TS	Indice du coût horaire du travail révisé – Tous salariés - Indices mensuels Salaires et charges – Activités spécialisées, scientifiques et techniques (source INSEE identifiant : 001565195)
MIG EBIQ	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché – Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements - Base 2021 – (source INSEE identifiant : 010764358)

Les valeurs utilisées pour la révision sont :

pour ICHTrevTS et MIG EBIQ : les dernières valeurs définitives publiées au moment de la demande de révision,

pour ICHTrevTS_o et MIG EBIQ_o : les valeurs du mois anniversaire du marché

Accès indices :

ICHTrevTS : <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/doc.asp?idbank=001565195>

MIG EBIQ : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764358>

Les éventuels frais de déplacement ou d'enlèvement ainsi que les tarifs de déménagement sont fermes pour toute la durée du marché public.

15.4.2 Pièces détachées, accessoires, sous-ensembles, consommables :

Les prix sont ajustables annuellement, sur demande du Titulaire, à la date d'anniversaire du marché, concernant les pièces détachées, accessoires, sous-ensembles, et consommables éventuels.

L'ajustement est effectué par référence au tarif effectivement pratiqué par le Titulaire pour l'ensemble de sa clientèle. Le nouveau prix sera calculé en appliquant le taux de remise consenti dans l'offre sur le nouveau tarif du Titulaire du marché. A cet effet, le Titulaire fait parvenir son tarif en vigueur au début

Mise à disposition de techniciens biomédicaux pour la gestion, la vérification, l'entretien et le maintien de dispositifs médicaux et fourniture d'un logiciel de GMAO

de la nouvelle période, avant toute facturation basée sur les prix ajustés. A défaut, les prix de la période précédente demeurent applicables.

La même procédure sera utilisée pour les autres périodes du marché.

Les remises consenties à la date d'établissement des prix s'entendent fixes pour la durée totale du marché.

La nouvelle annexe financière se substitue à la précédente sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

15.5 Clause butoir

La révision des prix du marché ne pourra toutefois conduire à une augmentation des prix supérieure à 1,5% par an. Pour les marchés traités à prix unitaires, ce pourcentage s'entend pour chaque ligne du bordereau de prix.

15.6 Clause de prix promotionnels

Les prix des fournitures ou prestations figurant au marché peuvent évoluer temporairement à la baisse dans le cadre d'offres promotionnelles sur l'initiative du Titulaire.

Le Titulaire adresse le tarif promotionnel à l'acheteur ainsi que toutes les précisions nécessaires :

- durée de validité de la promotion (début et fin),
- désignation des produits concernés.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

15.7 Remises

15.7.1 Remise de fin d'année

La remise de fin d'année, lorsqu'elle est prévue au bordereau de prix, s'exprime sous la forme d'un pourcentage du chiffre d'affaires de référence.

Le chiffre d'affaires de référence comprend le montant des prestations commandées sur le bordereau de prix ou le catalogue par l'ensemble des établissements bénéficiaires du marché. La période annuelle de référence est la période d'exécution telle que définie par le marché. Le chiffre d'affaires de référence sera établi sur la base des bons de commande émis sur la période considérée.

A la fin de cette période, le Pouvoir Adjudicateur fera une extraction des commandes de la période en cours par lot. Si le chiffre d'affaires réalisé par l'ensemble des établissements donne lieu à une remise, le Pouvoir Adjudicateur enverra un courrier au titulaire qui fera apparaître le mode de calcul, le montant de la remise et la répartition par établissement.

Le montant de la remise de fin d'année sera réparti entre les établissements au prorata du chiffre d'affaires annuel réalisé par chacun d'entre eux. Le Titulaire émettra alors, par établissement, un avoir correspondant à ce montant qui sera déduit sur la ou les prochaines factures. Pour la dernière période du marché, ce montant pourra donner lieu à l'émission de titres de recettes.

15.7.2 Remises complémentaires

D'autres remises complémentaires peuvent être proposées par le Titulaire, elles sont alors renseignées dans le bordereau de prix. Ces remises peuvent être récupérées par avoirs sur factures ou, à défaut, par émission d'un titre de recettes. Il pourra être demandé au Titulaire de produire un état récapitulatif des commandes pouvant donner lieu au déclenchement d'une remise pour la période considérée.

15.8 Contrôle du coût de revient

Il est prévu un contrôle des coûts de revient des prestations qui font l'objet du marché en application des articles L.2196-4 à L.2196-6 et R.2196-8 à R.2196-12 du code de la commande publique.

Lorsque le Pouvoir Adjudicateur décide d'exercer un contrôle des coûts de revient, le Titulaire est tenu de lui communiquer sous quinze (15) jours, les renseignements utiles sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations.

Le Titulaire s'engage à permettre et à faciliter la vérification sur pièces ou sur place des éléments ainsi fournis.

Si le Titulaire ne fournit pas les renseignements demandés, ou s'il fournit des renseignements incomplets ou inexacts, le Pouvoir Adjudicateur peut, après mise en demeure restée sans effet, décider la suspension des paiements à intervenir, dans la limite du dixième du montant du marché. Après nouvelle mise en demeure infructueuse, cette retenue peut être transformée en retenue définitive par décision du Pouvoir Adjudicateur, indépendamment de la résiliation éventuelle aux torts du titulaire dans les conditions prévues au présent C.C.A.P.

16 Clauses de financement et de sûreté

Le marché ne prévoit pas de garanties financières au sens des articles R.2191-32 à R.2191-44 du code de la commande publique.

17 Modalités de règlement du marché

17.1 Mode de règlement

Le mode de règlement choisi par le Pouvoir adjudicateur est le virement administratif.

Pour les prestations autres que les prestations de maintenance, chaque commande fait l'objet d'une admission et d'un règlement dès sa réalisation.

Toutefois, par dérogation à l'article 11.7.1 du CCAG/FCS, s'agissant d'un marché exécuté sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, les parties conviennent que les demandes de paiement présentées suite à l'exécution des bons de commande ne donnent pas lieu à règlement partiel définitif. Le règlement définitif de l'ensemble des commandes est effectué au terme du marché, par le règlement de la dernière commande émise pendant la durée du marché.

17.2 Avance

L'avance sera accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Si la durée d'exécution du bon de commande est inférieure à douze (12) mois, le montant de l'avance est égal à 5% du montant T.T.C. du bon de commande.

Si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à douze (12) mois, le montant de l'avance est égal à : (montant bon de commande T.T.C. x 12 mois / durée du marché en mois) x 5 %.

L'avance sera payée dans un délai maximum de 50 jours à partir de la date de notification du marché, de l'affermissement de la tranche ou du bon de commande.

L'avance n'est ni actualisable, ni révisable.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché, atteint ou dépasse 65 % du montant du marché. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 % du montant initial.

L'avance faisant l'objet d'un paiement unique, celle-ci sera récupérée en une seule fois.

Toutefois, le Titulaire peut refuser le versement de l'avance ; dans ce cas, le candidat le précisera dans l'acte d'engagement.

Dans le cas d'une reconduction, la même procédure sera adoptée pour le versement de l'avance.

Il ne sera pas accordé d'avance supplémentaire à celle décrite ci-dessus.

17.3 Cession ou nantissement de créances

Le Titulaire souhaitant céder ou nantir les créances résultant du marché en fait la demande par écrit au Pouvoir Adjudicateur. Il reçoit alors de la part de ce dernier :

- soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée par le représentant du Pouvoir Adjudicateur, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au Titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché,
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par l'arrêté du 28 août 2006 relatif au certificat de cessibilité des créances issues des marchés.

Dans le cadre des marchés à bons de commande, le Titulaire précise s'il souhaite obtenir :

- un certificat de cessibilité ou l'exemplaire unique du marché,
- un certificat de cessibilité ou l'exemplaire unique de chaque bon de commande.

17.4 Acomptes – paiements partiels

17.4.1 Fournitures

Le paiement de la fourniture intervient après la livraison de l'intégralité des fournitures faisant l'objet d'un bon de commande.

17.4.2 Maintenance

Maintenance forfaitaire

Lorsque le marché public prévoit un prix forfaitaire de maintenance, le paiement des prestations liées à ce type de maintenance intervient trimestriellement à terme échu, sauf stipulations contraires figurant dans l'offre du candidat.

Toutefois, certaines prestations de contrôle de qualité interne ou de maintenance préventive, même forfaitaires, peuvent être réglées après chaque intervention, dans les conditions prévues à l'article suivant.

Maintenance à l'attachement

Le paiement de la maintenance à l'attachement intervient après exécution de l'intervention et signature du rapport d'intervention valant décision d'admission des prestations.

Les factures doivent être accompagnées du rapport d'intervention qui atteste du service fait.

17.5 Paiement

17.5.1 Répartition des paiements

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser. Le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

17.5.2 Présentation des factures électroniques

Les factures sont transmises sous forme électronique, conformément aux articles L.2192-1 et L.2192-2 du code de la commande publique.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont obligatoirement effectués via le portail gratuit de facturation CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation du portail de facturation par le Titulaire, est exclusive de tout autre mode de transmission. Si le Titulaire transmet une facture en dehors du portail de facturation, le Pouvoir Adjudicateur rejette la facture après avoir invité le Titulaire à utiliser le portail. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

En cas de facture faisant suite à l'émission d'un bon de commande, le numéro du bon de commande et le code du service sont mentionnés dans le bon de commande notifié au Titulaire.

Le numéro SIRET du Pouvoir Adjudicateur à indiquer dans les factures, ainsi que le code du service permettant de connaître le lieu de dépose des factures sous Chorus Pro, sont renseignés en page de garde du présent document [rubriques A et C] ou, en cas de groupement de commandes, en annexe du C.C.A.P.

17.5.3 Mentions à faire figurer dans la facture

Après exécution des prestations, le Titulaire du marché présentera à la Direction ou au Pôle concerné, une facture où devront figurer, sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture,
- La dénomination sociale, numéro SIRET et adresse du Titulaire,
- La désignation sociale et adresse du destinataire de la facture, numéro SIRET,
- La mention du code du service en charge du paiement,
- Le numéro de facture,
- Le numéro de marché et son objet,
- Le cas échéant, le numéro du bon de commande en vertu duquel la facture est émise,
- L'identité bancaire ou postale telle que précisée sur l'acte d'engagement,
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services,
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés ou des prestations réalisées,
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou des prestations réalisées,
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- Le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement,
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Il est établi une facture par bon de commande.

17.5.4 Traitement des factures

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le représentant légal du Pouvoir Adjudicateur identifié en page de garde du présent document [rubrique C], en cas de groupement de commandes, en annexe du présent document.

Le paiement s'effectuera dans les conditions prévues aux articles R.2191-23 à R.2191-31 du code de la commande publique. Conformément à l'article R.2192-11 du code de la commande publique, le délai global de paiement est fixé à 50 jours pour les établissements publics de santé, à compter de la date de réception de la facture par les services du Pouvoir Adjudicateur ou, si l'admission des prestations intervient à une date postérieure à la réception de la facture, à compter de la date d'admission des prestations.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence des pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au Titulaire. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture correctement établie et des pièces manquantes.

En particulier, aucune facture ne sera réglée si elle contient des tarifs ajustés ou révisés d'office par le Titulaire, sans avoir fait l'objet d'une demande préalable acceptée par le Pouvoir Adjudicateur selon la procédure décrite à l'article consacré aux variations de prix.

Les coordonnées du comptable assignataire des paiements figurent en page de garde du présent document [rubrique C] ou, en cas de groupement de commandes, en annexe du présent document. Les paiements seront effectués par virement au crédit du compte courant figurant dans l'acte d'engagement.

L'attention du Titulaire est appelée sur les retards de mandatement générés par son fait et, notamment, par sa carence à produire les pièces nécessaires à la mise à jour administrative de l'accord-cadre et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du Titulaire. Tous les motifs de retards imputables au Titulaire suspendront de plein droit le délai de paiement.

Le paiement du marché s'effectue grâce aux crédits inscrits à l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD) de l'établissement ou de chaque établissement en cas de groupement de commandes.

17.6 Escompte

Le Pouvoir Adjudicateur a mis en place une politique de paiement rapide à réception de la facture.

Le Titulaire pourra faire une proposition, précisant le délai de paiement attendu et le taux d'escompte applicable pour ce paiement rapide. L'escompte sera déduit du règlement de la facture concernée ou, à défaut, du règlement des factures suivantes.

17.7 Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Ce taux est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

18 Pénalités

18.1 Généralités

Les pénalités dérogent aux stipulations prévues par l'article 14 du CCAG/FCS pour les fournitures et par l'article 14.2 pour la maintenance.

Les pénalités dues par les Titulaires, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration des délais contractuels définis au présent CCAP ou aux stipulations auxquelles il renvoie, les prestations des Titulaires ne sont pas entièrement réalisées ou sont mal réalisées.

Les manquements susceptibles d'engendrer l'application de pénalités peuvent être constatés par le Pouvoir Adjudicateur à tout moment.

Les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure préalable ; elles sont déduites de la facture correspondant aux prestations en retard ou des factures suivantes.

18.2 Pénalités de retard pour les prestations de maintenance

Le montant de ces pénalités figure dans le tableau des délais et des pénalités à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent document.

18.3 Pénalités pour retard dans la fourniture de documents

Le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 € par jour calendaire de retard dans la fourniture de tous types de document qui lui serait réclamé en application du présent marché.

18.4 Pénalités de retard pour les prestations de formation

Lorsque le marché prévoit un plan de formation annuel des personnels utilisateurs ou techniques, le retard d'exécution de ce plan donne lieu à une pénalité de 200 € par jour calendaire de retard.

18.5 Pénalités pour mauvaise exécution des prestations

En cas de problèmes de réparation récurrents, constatés à trois reprises, (réparations incomplètes, délais non respectés, erreurs sur les pièces détachées, erreurs d'adresse...), une pénalité forfaitaire de 50 € pourra être appliquée par le Pouvoir Adjudicateur, pour chaque opération concernée.

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché, constatés à trois reprises, (non-conformité des factures, changements de référence sans accord préalable du Pouvoir Adjudicateur, etc...), une pénalité forfaitaire de 50 € par constat pourra être appliquée par le Pouvoir Adjudicateur.

18.6 Pénalités et incitations liées à la disponibilité du matériel

Par dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG/FCS, dans le but d'améliorer l'utilisation de l'équipement, les parties conviennent de mesurer le taux de disponibilité annuel du matériel et d'appliquer en fonction de l'atteinte ou non de l'objectif contractuel, une pénalité ou une bonification.

Le taux de disponibilité objectif (To) correspond au taux de disponibilité du matériel que le Titulaire s'engage à atteindre ; il est fixé à 95%.

Le taux de disponibilité réel (Tr), correspond au taux de disponibilité du matériel que le matériel atteint effectivement, il est exprimé en pourcentage et défini selon la formule suivante :

$$Tr = 100 * [1 - (T1/T2)]$$

Dans laquelle :

T1 : somme des durées d'arrêt du ou des appareils exprimées en heures

T2 : durée d'utilisation annuelle exprimée en heures effectives programmées correspondant aux heures d'ouverture du service utilisateur, maintenance préventive exclue.

➤ Malus :

Si le taux de disponibilité objectif n'est pas atteint, le Pouvoir Adjudicateur applique une pénalité imputée sur la dernière facture de l'année et proportionnelle à la différence entre le taux de disponibilité objectif et le taux de disponibilité réel, calculée de la manière suivante :

$$P = M \times [To - Tr]$$

Dans laquelle :

P : montant de la pénalité

M : prix annuel de la maintenance pour le ou les appareils concernés

To : taux de disponibilité objectif

Tr : taux de disponibilité réel

➤ Bonus :

Si le taux de disponibilité objectif est dépassé, le Pouvoir Adjudicateur applique une bonification sur la dernière facture de l'année et proportionnelle à la différence entre le taux de disponibilité objectif et le taux de disponibilité réel, calculée de la manière suivante :

$$B = M \times [To - Tr]$$

Dans laquelle :

B : montant de la bonification

M : prix annuel de la maintenance pour le ou les appareils concernés

To : taux de disponibilité objectif

Tr : taux de disponibilité réel

18.7 Pénalité pour non-respect d'un engagement contractuel

En cas de non-respect d'un engagement contractuel prévu dans son offre, le titulaire encourt, sur simple constat et sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire d'un montant de 150.00 €.

18.8 Cumul des pénalités

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

19 Responsabilités

Il est fait application de l'article 8 du CCAG/FCS.

Il est par ailleurs précisé que la responsabilité du Titulaire peut être engagée indépendamment de l'application des pénalités, telles que prévues au présent document.

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des avaries survenant au cours des opérations de livraison ainsi, conformément à l'article 18.4 du CCAG-FCS, le Titulaire est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

20 Clauses sociales et/ou environnementales

20.1 Protection de l'environnement

Conformément à l'article 7.1 du CCAG/FCS le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG/FCS, en cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'acheteur se réserve la possibilité de demander au titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

20.2 Clause sociale d'insertion obligatoire

Sans objet.

21 Autres obligations du Titulaire

21.1 Changements affectant le Titulaire

Le Titulaire s'engage à informer le Pouvoir Adjudicateur de tout changement affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- ses coordonnées bancaires ;
- toute autre modification ayant un impact sur l'exécution du marché.

Le Titulaire fait parvenir au Pouvoir Adjudicateur, le cas échéant, un extrait K, K bis ou D1 à jour des modifications, ou leur numéro SIREN, une photocopie de l'extrait du journal des annonces légales et un relevé d'identité bancaire ou de caisse d'épargne.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, par courrier adressé à la personne en charge du suivi du marché, identifiée en page de garde du présent document [rubrique A].

21.2 Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu préalablement du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements, conformément aux dispositions prévues aux articles L.2193-1 et R.2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Les sous-traitants de premier rang ont droit au paiement direct de leurs prestations, lorsque le montant des prestations sous-traitées atteint ou dépasse 600 € TTC.

Pour chaque demande d'acceptation de sous-traitant, le Titulaire devra fournir :

- l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) complété et signé par le Titulaire et son sous-traitant,
- la preuve des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant :
 - Déclaration du chiffre d'affaire des trois dernières années,
 - Liste des principales prestations analogues effectuées au cours de trois dernières années indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé,
 - Qualifications correspondant aux prestations sous-traitées,
 - Si le sous-traitant est en redressement judiciaire, joindre la copie du ou des jugements prononcés ;
- Pour les sous-traitants de premier rang, relevé d'identité bancaire ou postal ;
- Pour les sous-traitants indirects, les pièces particulières permettant de garantir leur paiement (caution personnelle et solidaire de l'entrepreneur principal) ;
- En cas de cession ou de nantissement du marché, le Titulaire doit en outre demander la modification de son exemplaire unique ou certificat de cessibilité qui lui a été délivré. A défaut, il joint une attestation de mainlevée bancaire, attestant que cette cession ne fait pas obstacle à l'acceptation du sous-traitant.

Quel que soit le nombre et le niveau des sous-traitants, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de la totalité du marché qui lui a été dévolu.

En outre, toutes les obligations mises à la charge du Titulaire du marché s'imposent à l'ensemble des sous-traitants, sous la responsabilité du Titulaire.

21.3 Assurances

Le Titulaire souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et/ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages de toutes natures (corporels, matériels ou immatériels) occasionnés par l'exécution du marché et ce, en application de la réglementation en vigueur.

Il est fait application de l'article 9 du CCAG/FCS. Cependant, à chaque renouvellement de sa police, le Titulaire devra fournir au Pouvoir Adjudicateur la nouvelle attestation d'assurance et ce, pendant l'intégralité de la durée du marché.

21.4 Obligation de sécurité

Le Titulaire se conforme aux dispositions applicables aux entreprises intervenant dans les locaux du Pouvoir Adjudicateur, et notamment à celles issues du décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et fixant les prescriptions particulières

d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, à charge pour le Titulaire de les communiquer à son personnel.

21.5 Obligation de conseil

Le Titulaire a une obligation permanente de conseil du Pouvoir Adjudicateur dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'engage à informer sans délai le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du présent marché, telles qu'elles ont été définies dans le présent C.C.A.P. et au C.C.T.P.

21.6 Protection des données et obligation de confidentialité

21.6.1 Protection des données personnelles par la mise en œuvre du R.G.P.D.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas obligatoirement lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter le règlement UE n°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après, le « Règlement Général sur la Protection des Données » ou « R.G.P.D. ») ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée (dite « loi informatique et libertés »).

Le Pouvoir Adjudicateur a nommé un délégué à la protection des données à caractère personnel (ci-après le D.P.O.) interlocuteur désigné du sous-traitant concernant la protection des données : Mme Charlène SEGURA, dont l'adresse est : dpo@chu-toulouse.fr

Il est rappelé que pour l'interprétation du présent article :

- L'expression « sous-traitant », au sens du R.G.P.D., désigne le Titulaire du marché,
- L'expression « responsable de traitement », au sens du R.G.P.D., désigne le Pouvoir Adjudicateur.

Pour l'application du présent contrat, le Titulaire est autorisé à traiter des données à caractère personnel pour le compte du Pouvoir Adjudicateur dans les conditions décrites ci-après.

21.6.1.1 Description du traitement

La description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance figure dans le CCTP du marché.

21.6.1.2 Obligations du Titulaire vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur

Le Titulaire s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la durée du marché ;
2. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
3. traiter les données conformément aux instructions documentées figurant dans le marché ;

Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat

Mise à disposition de techniciens biomédicaux pour la gestion, la vérification, l'entretien et le maintien de dispositifs médicaux et fourniture d'un logiciel de GMAO

membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
 - prennent connaissance de la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information (P.S.S.I.) du Pouvoir Adjudicateur ainsi que de la charte d'utilisation du Système d'Information à destination des titulaires de profils à pouvoir, dans sa version en vigueur pendant l'exécution du marché ;
6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
7. sous-traitance : le Titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques à condition d'avoir sollicité préalablement l'accord du Pouvoir Adjudicateur, au moyen d'une notification écrite mentionnant les activités sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et la durée du contrat de sous-traitance. Il incombe au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du R.G.P.D. Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat, pour le compte du responsable de traitement. Il appartient au Titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties sus évoquées. Le Pouvoir Adjudicateur peut refuser par une décision expresse l'agrément d'un sous-traitant qui ne présenterait pas des garanties suffisantes en la matière. Le Titulaire demeure pleinement responsable, devant le Pouvoir Adjudicateur, de l'exécution de ses obligations par son sous-traitant.

21.6.1.3 Exercice de leurs droits par les personnes concernées

Il appartient au Pouvoir Adjudicateur de fournir, au moment de la collecte de données, l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement qu'il réalise. La formulation et le format de l'information sont définis par le Pouvoir Adjudicateur.

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider le Pouvoir Adjudicateur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'information, d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à dpo@chu-toulouse.fr.

21.6.1.4 Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au Pouvoir Adjudicateur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance à l'adresse suivante : dpo@chu-toulouse.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Pouvoir Adjudicateur, si nécessaire, de notifier cette violation à la Commission Nationale Informatique et Libertés (C.N.I.L.).

21.6.1.5 Assistance du Titulaire vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur

Le cas échéant, le Titulaire assiste le Pouvoir Adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

21.6.1.6 Mesures de sécurité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité appropriées et adaptées au risque, telles que prescrites par le C.C.T.P. et ses annexes ou telles que décrites dans son offre, parmi celles listées à l'article 32 du R.G.P.D.

Le Titulaire est réputé se conformer à ses obligations en matière de sécurité, s'il indique avoir élaboré un code de bonne conduite adopté sur le fondement de l'article 40 du R.G.P.D. ou bénéficier d'une certification accordée sur le fondement de l'article 42 du R.G.P.D.

21.6.1.7 Sort des données

Au terme de la prestation de services relative au traitement de ces données, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au Pouvoir Adjudicateur ou au nouveau Titulaire du marché, en fonction des instructions données par le Pouvoir Adjudicateur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

21.6.1.8 Délégué à la protection des données

Le Titulaire communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un, conformément à l'article 37 du R.G.P.D.

21.6.1.9 Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant doit tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Pouvoir Adjudicateur comprenant l'ensemble des éléments listés à l'article 30 du R.G.P.D.

21.6.1.10 Documentation

Le Titulaire met à la disposition du Pouvoir Adjudicateur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Pouvoir Adjudicateur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

21.6.1.11 Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le Pouvoir Adjudicateur s'engage à :

1. Fournir au Titulaire les données nécessaires pour permettre le traitement objet du marché ;
2. Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire ;
3. Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le R.G.P.D. de la part du Titulaire ;
4. Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.

21.6.2 Obligation de confidentialité

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations relatives à la confidentialité mentionnées à l'article 5 du CCAG/FCS.

Notamment, le Titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposés ou éventuels sous-traitants. En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent marché, et ce pour une durée de dix (10) ans.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont ou qui deviennent publics.

22 Modifications du marché

Outre les éventuelles stipulations relatives aux révisions de prix ou au fractionnement du marché, le présent marché comprend des clauses de réexamen au sens de l'article R.2194-1 du code de la commande publique :

22.1 Cession du marché

22.1.1 Par le Titulaire

Le Titulaire s'interdit de céder tout ou partie des droits et obligations nés du présent marché à un tiers quelconque sans autorisation préalable du Pouvoir Adjudicateur.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire devra fournir :

- Les mesures de publicité au greffe du tribunal, au registre du commerce et des sociétés, dans un journal d'annonces légales attestant de l'opération à l'origine du transfert ;
- une déclaration sur l'honneur attestant que le cessionnaire ne tombe pas sous le coup d'un motif d'exclusion de la procédure de passation, prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique (*ou formulaire DC1 complété*) ;
- un extrait K, K bis ou D1 de moins de six mois, ou leur numéro SIREN, ainsi que l'identité mandataires sociaux et, le cas échéant, les pouvoirs des personnes habilitées à engager le cessionnaire ;
- l'attestation sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale et datant de moins de six mois ;
- l'attestation fiscale du cessionnaire ;
- le relevé d'identité bancaire (RIB) du cessionnaire ;
- l'attestation sur l'honneur du cessionnaire « Attestation Sanctions Russie » (uniquement si montants supérieurs aux seuils européens)
- une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité ;
- les autres documents établissant son aptitude à exercer l'activité professionnelle, ses garanties économiques et financières, techniques et professionnelles lui permettant d'assurer la bonne exécution du marché pour la durée restante de celui-ci (*ou formulaire DC2 complété*) ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

La cession étant subordonnée à l'autorisation prévue au présent article, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Le Pouvoir Adjudicateur se prononce sur l'agrément du cessionnaire au plus tard un mois après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le Pouvoir Adjudicateur ne peut refuser une demande d'agrément que si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans tous les cas, toutes les conditions d'exécution du marché public / de l'accord-cadre demeureront inchangées et toutes les clauses initiales du marché demeurent applicables. L'avenant de transfert qui formalisera cette cession maintiendra les droits et obligations issus du contrat initial. L'avenant de transfert n'emporte aucune incidence financière ni modification des prix initialement fixés.

22.1.2 Par le Pouvoir Adjudicateur

Il est expressément convenu que, si à un moment quelconque au cours de la période contractuelle, il se produit un changement de statut ou une transformation (quelle qu'en soit la nature) du Pouvoir Adjudicateur, celui-ci s'engage à en avertir le Titulaire par écrit avec le plus grand degré de détail possible, la cause et la nature de ce changement ou cette transformation et ses conséquences.

Mise à disposition de techniciens biomédicaux pour la gestion, la vérification, l'entretien et le maintien de dispositifs médicaux et fourniture d'un logiciel de GMAO

Si les changements ou transformations indiquées précédemment le nécessitent, le marché et tout autre document contractuel auquel le Pouvoir Adjudicateur est partie, pourra être exécuté au profit de nouveaux sites ou établissements, ou cédé à une nouvelle entité juridique ; dans tous les cas, le marché sera poursuivi sans que cela puisse donner lieu à un renchérissement ou un alourdissement quelconque des obligations du Titulaire ou à une atteinte aux droits qui sont les siens au titre du présent marché.

22.2 Evolution de la consistance du parc

Lorsque le marché prévoit une maintenance forfaitaire des équipements, seuls les tarifs de maintenance par appareil sont contractuels. Le nombre d'équipements concernés par ces tarifs est donné à titre indicatif.

L'annexe financière du marché mentionne l'inventaire du parc des équipements soumis une maintenance de type forfaitaire, tel qu'existant à la date de signature du contrat. Ce parc est susceptible d'évoluer tout au long de la durée du marché, par :

- **l'ajout d'équipements bénéficiant des prestations prévues au marché** : il s'agit d'appareils initialement sous garantie ou acquis au cours du présent marché, et qui sont inclus dans le marché à compter de la date d'expiration de la garantie ;
- **le retrait d'équipements bénéficiant des prestations prévues au marché** : ces appareils ne donnent alors plus lieu à facturation.

Lorsque les modifications de parc consistent en des suppressions d'équipements ou des ajouts d'équipements identiques ou semblables à ceux prévus au marché et soumis à un tarif de maintenance déjà prévu au marché, ces modifications se traduisent par une mise à jour, au moins une fois par an, de l'annexe financière, basée sur le nouvel état du parc constaté par le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Le montant facturé est calculé au prorata temporis, en tenant compte de la date effective d'ajout ou de retrait de l'équipement.

En cas d'ajout d'équipements soumis à des conditions tarifaires nouvelles, non prévues au marché initial, l'intégration de ces équipements et de leurs tarifs de maintenance, donnera lieu à la signature d'un avenant.

Le Titulaire indique dans son offre et au cours de l'exécution du marché, les équipements pour lesquels la maintenance est susceptible de ne plus être assurée jusqu'au terme du marché, en raison de leur obsolescence annoncée par leur fabricant, notamment du fait de l'arrêt de fabrication des pièces détachées.

22.3 Evolution

Les parties pourront, par voie d'avenant ou d'ordre de service, modifier le marché dans les conditions de l'article R. 2194-1 du CCP et ce afin de faire réaliser, si besoin, des fournitures ou services supplémentaires que le présent marché n'aurait pas permis de réaliser ou d'ajuster les fournitures/prestations déjà prévues dans le marché.

Ainsi, en cours d'exécution du marché, des modifications et/ou ajouts ou de fournitures ou prestations en lien direct avec l'objet du marché peuvent intervenir soit à l'initiative du CHU, soit à celle du Titulaire, car rendus nécessaires soit par le biais d'une évolution réglementaire et/ou normative, soit par l'introduction d'innovation dans le secteur considéré, ou des évolutions suivantes notamment :

- Ajout de nouvelles fournitures/prestations (le cas échéant, y compris intégration de nouvelles fournitures/prestations du catalogue dans le BPU au-delà du quota de 15% défini ci-avant) en lien notamment avec un accroissement ou une diminution de l'activité du CHU ayant une incidence directe sur les fournitures/prestations du marché, une redéfinition de la politique de consommation...
- substitution d'une catégorie de produits par des produits plus performants ou similaires ou de technologie nouvelle à condition que le titulaire s'engage à maintenir, pour le moins, le prix qu'il aura consenti lors du dépôt de son offre pour le lot considéré. En cas d'évolution technologique

Mise à disposition de techniciens biomédicaux pour la gestion, la vérification, l'entretien et le maintien de dispositifs médicaux et fourniture d'un logiciel de GMAO

majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyse ou d'évolution réglementaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité après préavis de 3 mois, par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS.

- Suppression d'une catégorie/gamme de fournitures/prestations
- etc...

Ces modifications et/ou ajouts ne remettent pas en cause la nature globale du marché.

Si une telle modification des fournitures du marché s'avérait nécessaire, et si les prix du marché ne permettent pas sa mise en œuvre unilatérale par ordre de service, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions selon lesquelles ces modifications peuvent être prises en compte.

Elles pourront également se rencontrer, à la demande expresse de l'une d'entre elles suite à la survenance d'un événement extérieur aux parties (ex. : dans le cadre de perturbations économiques réelles), afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions dont celles relatives à la durée, à la révision des prix (à la hausse comme à la baisse) ou aux conditions d'exécution de la prestation.

Ces éventuelles évolutions ne devront pas conduire à dépasser plus de 50% du montant maximum du marché. Les parties tireront les conséquences d'un échec de leurs discussions dans le cadre de cette procédure de réexamen, et pourront appliquer les modalités de règlement à l'amiable des litiges telles que prévues dans le présent CCAP.

23 Fin du marché

23.1 Réversibilité

Au terme de la relation contractuelle, quelle qu'en soit la cause, le Titulaire s'engage à restituer à la première demande du Pouvoir Adjudicateur, l'ensemble des procédures, données et informations lui appartenant tel que mentionnées dans les documents contractuels du présent marché et ce, dans un délai de trente (30) jours maximum à compter de la date de réception de la demande.

Le Titulaire s'engage à ce que le Pouvoir Adjudicateur puisse continuer à exploiter l'ensemble des données et informations soit directement soit par l'intermédiaire du futur Titulaire du marché.

23.2 Continuité de l'exécution du service

Le Pouvoir Adjudicateur, ou le nouveau Titulaire qu'il aura choisi, sera subrogé au Titulaire dans ses droits le jour où l'exécution du présent marché prendra fin.

Le Pouvoir Adjudicateur a la faculté sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le Titulaire, de prendre pendant les six (6) derniers mois du marché toute mesure qu'il estime nécessaire pour assurer la continuité de l'exécution des prestations objet du présent marché, en réduisant autant que possible la gêne qui en résulte pour le Titulaire.

Si le Pouvoir Adjudicateur décide de lancer une procédure de mise en concurrence pour la conclusion d'un nouveau contrat public portant sur l'exécution du service objet du présent marché, il se chargera d'organiser des visites des installations pour permettre à tous les candidats d'en acquérir une connaissance suffisante garantissant une égalité de traitement. Le Titulaire sera tenu de permettre l'accès à toutes les installations à l'occasion de ces visites, dont les dates seront fixées par le Pouvoir Adjudicateur.

Le Pouvoir Adjudicateur organisera une réunion à laquelle assisteront ses représentants, ceux du Titulaire ainsi que ceux du nouvel exploitant le cas échéant. Cette réunion, qui pourra avoir lieu dans les six (6) derniers mois du contrat, devra permettre :

- de définir les modalités de transmission entre le Titulaire sortant et le Titulaire entrant des principales consignes et modes d'emploi de fonctionnement des installations et équipements, afin

Mise à disposition de techniciens biomédicaux pour la gestion, la vérification, l'entretien et le maintien de dispositifs médicaux et fourniture d'un logiciel de GMAO

que le changement de Titulaire ne se traduise par aucune perturbation du fonctionnement du service ;

- de rechercher une solution à toutes les autres questions qui resteraient à régler.

Le Pouvoir Adjudicateur dressera un procès-verbal résumant les conclusions de la réunion.

Dans le cas où le Titulaire ne se conformerait pas aux stipulations du présent article, les dépenses nécessaires pour établir de nouveaux modes d'emploi des installations et équipements objet du présent marché, et pour évacuer les matériels et approvisionnements inutiles, pourront être mises à sa charge.

23.3 Remise des installations et des documents en fin de marché

A la date où le marché prend fin, à son échéance ou à sa résiliation, le Titulaire est tenu de remettre gratuitement tous les équipements qui font partie intégrante des installations concernées par le présent marché, y compris leurs accessoires indissociables, notamment ceux que le Titulaire a été amené à installer, ou à faire installer, en application du principe d'adaptation des installations au progrès technologique : systèmes et matériel informatiques, logiciels indispensables...

Tous ces biens doivent être en état de marche et d'entretien normal.

Un (1) an au moins avant le terme du présent marché, les parties se rapprochent afin d'établir un état des lieux et un état descriptif des prestations de maintenance restant à réaliser par le Titulaire avant le terme du marché.

Dans le cas où ces prestations ne seraient pas réalisées trois (3) mois avant la fin du marché, celles-ci seront réalisées par le Pouvoir Adjudicateur. Les frais ainsi engagés et correspondants à ces prestations seront mis à la charge du Titulaire.

Devront également être restitués les clés et pass qui auront été confiés au Titulaire, les mots de passe pour l'utilisation des logiciels, et l'ensemble des bases de données affectées à l'exécution du service.

24 Respect de la démarche RSE – Lieu de santé sans tabac

Le titulaire s'engage en tant qu'intervenant au sein de notre établissement, à respecter la démarche RSE : « Lieu de santé sans tabac ».

Cette dernière prévoit qu'il est interdit de fumer à l'intérieur et aux abords des sites, conformément à la législation et au règlement intérieur en vigueur, à notre politique RSE et à notre démarche Lieu de santé sans tabac (LSST) visant à promouvoir la prévention, la lutte contre le tabagisme et l'aide au sevrage tabagique.

A noter que des zones de tolérance fumeur sont temporairement prévues aux abords du site, dans des zones limitant l'exposition au tabagisme passif.

25 Résiliation du marché – Exécution par défaut

25.1 Résiliation pour événements extérieurs au marché

La résiliation pour événements extérieurs au marché peut intervenir dans tous les cas prévus à l'article 39 du CCAG/FCS.

Cette résiliation n'ouvre pas droit pour le Titulaire à indemnité.

25.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, une résiliation du marché par le Pouvoir Adjudicateur pour motif d'intérêt général, n'ouvre pas droit pour le Titulaire à indemnité, sauf à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe

Mise à disposition de techniciens biomédicaux pour la gestion, la vérification, l'entretien et le maintien de dispositifs médicaux et fourniture d'un logiciel de GMAO

d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

25.3 Résiliation pour faute du Titulaire

Le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, dans tous les cas prévus à l'article 41.1 du CCAG/FCS, et notamment, dans les cas particuliers suivants :

- en cas de mauvaise exécution ou d'exécution fautive de ses obligations contractuelles ;
- lorsque le Titulaire, au cours de l'exécution du marché, tombe sous le coup d'un motif d'exclusion prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique ;
- lorsque le Titulaire est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail ;
- si trois (3) pénalités de retard et/ou de mauvaise exécution des prestations ont été appliquées au cours d'un même semestre ;

Sauf dans les cas cités à l'article 41.2 du CCAG/FCS, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, le Pouvoir Adjudicateur informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Lorsque le Pouvoir Adjudicateur met le Titulaire en demeure de faire cesser sans délai une situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, la mise en demeure est assortie d'un délai de deux (2) mois, conformément aux dispositions de l'article L8222-6 du code du travail.

En cas de résiliation du marché, le Titulaire remet au Pouvoir Adjudicateur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et travaux effectués dans le cadre du marché.

Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucun dommage et intérêt.

25.4 Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire (sans objet pour les marchés négociés sans pub ni mise en concurrence pour exclusivité, sauf perte d'exclusivité en cours d'exécution).

25.4.1 En cas d'inexécution de la prestation en cours d'exécution

Sauf cas de force majeure, dans l'hypothèse où le Titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter les prestations concernées aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le Titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au Titulaire défaillant.

Préalablement à l'approvisionnement auprès d'un autre fournisseur, le Pouvoir Adjudicateur met le titulaire défaillant en mesure de faire valoir ses observations dans le cas où elle compte lui faire supporter les conséquences onéreuses d'un marché de substitution.

L'exécution aux frais et risques du titulaire prend effet dès réception par le titulaire du courrier l'informant de sa mise en place.

Le Titulaire du marché est tenu d'informer par écrit le Pouvoir Adjudicateur, de son impossibilité de livraison ainsi que de la date de reprise de livraison : à défaut, le Pouvoir Adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez l'autre fournisseur, et le Titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

25.4.2 Après résiliation prononcée aux torts du Titulaire

En application de l'article 45.1 du CCAG/FCS, en cas de résiliation prononcée aux torts du Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter par un tiers les prestations prévues par le marché aux frais et risques du Titulaire.

Le surcoût éventuel résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, est prélevé sur les sommes restant dues au Titulaire, sans préjudice des droits du Pouvoir Adjudicateur à exercer un recours contre le Titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au Pouvoir Adjudicateur.

25.5 Rupture conventionnelle du marché

25.5.1 Mise en œuvre

Les Parties peuvent, d'un commun accord, mettre fin au marché avant son exécution complète. A défaut d'accord, une résiliation peut intervenir selon les cas prévus aux articles 39 à 42 du CCAG/FCS et sous réserve des dérogations éventuellement prévues par le présent CCAP.

La rupture conventionnelle prend la forme d'un avenant qui stipule, le cas échéant, le montant des créances restant dues par le Pouvoir Adjudicateur, le montant des pénalités dues par le Titulaire, l'éventuel droit à indemnité du Pouvoir Adjudicateur ou du Titulaire, et toute autre somme due par l'une ou l'autre des Parties en application du marché.

Cet avenant est signé par les représentants légaux des Parties contractantes du marché.

25.5.2 Effet de la rupture

Les commandes reçues par le Titulaire avant la date d'effet de la rupture du marché sont honorées, quelles que soient les dates d'exécution ou de livraison effectives.

La rupture met fin aux relations contractuelles à la date fixée dans l'avenant de rupture, ou, si l'avenant ne précise pas sa date d'effet, à sa date de notification.

26 Titulaire étranger

La monnaie de compte du marché est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

27 Différends et litiges

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le Titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Tout différend survenu à l'occasion du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 46 du CCAG/FCS.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents et plus précisément le Tribunal Administratif de Toulouse sera compétent.

Toutes les correspondances seront rédigées en français.

28 Dérogations au CCAG/FCS

Nature de la dérogation	Article du CCAP	Article du CCAG/FCS
Groupement d'opérateurs économiques	Article 2.1.2	Article 3.5.4
Forme des notifications	Article 2.5	Article 4.2.1
Documents contractuels	Article 7	Article 4.1
Délais d'exécution	Article 9.2.3	Article 14.2
Emission des bons de commande	Article 10.2	Article 3.7.2
Vérification qualitative	Article 13.1.2	Article 28.8
Garantie	Article 14	Article 33 et suivants
Contenu des prix	Article 15.1	Article 10.1.4
Mode de règlement	Article 17.1	Article 11.7.1
Pénalités	Article 18 et suivants	Articles 14.1.1, 14.1.2, 14.1.3 et 14.2.5
Protection de l'environnement	Article 20.1	Articles 7.1 et 7.2
Résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général	Article 25.2	Article 42
Résiliation de l'accord-cadre pour faute du Titulaire	Article 25.3	En complément de l'Article 41